Document généré le 14 mai 2024 15:48

Liberté

LIBERTÉ
ART & POLITIQUE

Le tournant

Laurent-Michel Vacher

Volume 44, numéro 3 (257), septembre 2002

URI : https://id.erudit.org/iderudit/32993ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)
1923-0915 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Vacher, L.-M. (2002). Le tournant. *Liberté*, *44*(3), 173–187.

Tous droits réservés © Collectif Liberté, 2002

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Socius, Minerve & Psyché

Le tournant [1]

Laurent-Michel Vacher

C'est déjà devenu un cliché un peu usé d'affirmer que, depuis le 11 septembre 2001, « rien n'est plus comme avant ». Mais il n'est peut-être pas complètement inutile de chercher à expliciter, dans notre perspective canadienne et québécoise, quelques-uns des principaux aspects de ce tournant historique. Je tenterai de le faire en examinant tout d'abord ce qui a changé dans nos têtes et dans nos cœurs.

1) Nous avons senti la peur. Après le 11 septembre, une forme nouvelle de menace, à la fois insaisissable et terrifiante, s'est cristallisée et rapprochée sous nos yeux impuissants. La mort violente en masse, qui ne faisait pas partie de notre horizon, s'y profile désormais comme une possibilité. Un nouveau germe de crainte s'est instillé en nous.

[1] Montréal, 21 avril 2002.

2) Nous sommes inquiets du cours général des choses. Une crise va-t-elle frapper l'économie mondiale ? Les nations vont-elles finir par basculer dans une guerre longue ou généralisée ? Quel avenir attendrait alors nos enfants ? Nous sentons que ces questions n'ont pas de réponses assurées, qu'aucune autorité ne peut nous rasséréner. Experts et responsables ne paraissent-ils pas aussi démunis et égarés que nous-mêmes ? Bien des gens seraient tentés de prier, mais prier qui ou quoi ? Comment *croire* en ces temps d'incertitude où c'est au nom de Dieu qu'on tue des milliers d'innocents ou qu'on a crié dans les rues, à travers le monde islamique, la haine des Américains mais aussi de l'Occident entier – haine des blancs, « infidèles » et riches que nous sommes ?

3) Nous ne comprenons pas. Pourquoi le conflit israélo-palestinien, passé à deux doigts d'une résolution durable, est-il retombé dans la spirale de la violence ? Comment un Ben Laden, qui militait pour une stratégie de la terreur et une société moyenâgeuse, théocratique, autoritaire, inhumaine envers les femmes, intolérante, peut-il passer pour un « combattant de la liberté » ? Les États-Unis ont-ils récolté ce qu'ils avaient semé ou sont-ils victimes d'un délire fanatique ? La pauvreté des sociétés sous-développées serait-elle le résultat de notre mode de vie compétitif, égoïste, polluant et matérialiste ? Où sont le bien et le mal dans cet imbroglio ? Les ondes de choc des tours effondrées vont-elles balayer notre univers avant que nous ayons seulement pu voir clair dans ce qui nous arrive ?

4) Nous sommes perplexes et déchirés face à des responsabilités écrasantes. Fallait-il choisir la guerre ou la paix ? Pour ne prendre qu'un exemple, comment se fait-il que les partis de la gauche sociale-démocrate se soient prononcés contre la guerre quand ils étaient dans l'opposition (comme le NPD, dont je suis membre), mais *pour* lorsqu'ils étaient au pouvoir (Grande-Bretagne, Allemagne, France) ? Que peut, devant de tels choix aux conséquences historiques incalculables, l'individu isolé qu'est chacun de nous ?

Comme toujours, le foisonnant bavardage des médias nous a bombardés de prises de position divergentes. Toute une frange de l'intelligentsia, ralliée à l'hypercritique anti-mondialisation du style *Monde diplomatique,* nous a abreuvés de diatribes antiaméricaines et de condamnations apocalyptiques du néolibéralisme et de ses fautes, diagnostiquant avec aplomb les véritables « causes profondes » du terrorisme : capitalisme, impérialisme occi-dental, hégémonisme états-unien, injustice sociale planétaire, exploitation du tiers-monde par les pays riches, globalisation sauvage, misère des masses – oubliant malencontreusement le fanatisme religieux, l'extrémisme idéologique, le nationalisme agressif et la démagogie fascisante. À l'opposé, les ultra-conservateurs se plaignent que l'Irak, la Libye, la Syrie, le Soudan, l'Iran ou même le Liban et Cuba ne soient pas punis à coup de bombes pour leurs complicités passées ou présentes avec le terrorisme et qu'on critique Israël en ces heures difficiles. Le mot d'ordre semblerait être : « À manichéisme, manichéisme et demi ». Où trouver une orientation dans ce flot médiatique, apparemment si peu à la hauteur du drame qui se joue ?

Cette liste n'est pas complète. Elle fait du moins ressortir pourquoi nous avons eu l'impression d'être entrés dans une ère nouvelle. Céderons-nous à un cynisme désespéré, version shakespearienne : « Une histoire, pleine de bruit et de fureur, racontée par un idiot, et qui ne signifie rien » ? Pourtant c'est notre vie, la Vie, qui est en jeu, et n'est-elle pas tout ce que nous avons ? Saurons-nous nous dépasser ? Où trouver, en ces temps de détresse, la lumière de l'espoir ?

Le premier pas est de s'engager, dans la mesure de nos connaissances. Lorsqu'on vit confortablement dans un pays libre et paisible, relativement à l'abri des tourmentes de la politique internationale, il est tentant de se poser en colombe tout en critiquant les crimes des grandes puissances, qui ont de l'argent sale dans leurs banques et du sang sur les mains – de Nagasaki au Timor en passant par le Viêt-nam, le Chili ou les massacres dans les camps de réfugiés palestiniens, sans parler des responsabilités indirectes au Rwanda et ailleurs. Une certaine extrême-gauche a trouvé ainsi dans le très conservateur George Bush son « Méchant Absolu de Droite », Autre diabolique et béni qui la conforte dans son radicalisme. Même si le communisme soviétique était indéfendable, si les islamistes radicaux sont des théocrates inhumains et si les solutions alternatives d'un anticapitalisme libertaire et écologique restent passablement fumeuses, un grand nombre d'Occidentaux progressistes et cultivés demeurent persuadés que les États-Unis ont toujours tort. Cette rhétorique présentait les morts du World Trade Center comme « représailles contre les politiques américaines », monstrueuses peut-être mais

explicables (« ils l'ont bien cherché »). Il est à craindre pourtant qu'elle frise l'irresponsabilité.

Les plus prudents n'acceptaient qu'une solution judiciaire : trouvons et jugeons les « vrais coupables ». Cette conception paraît malheureusement à bien courte vue. Car le problème n'était plus d'arrêter quelques criminels et de les emprisonner. Les nombreux actes terroristes de ces vingt-cinq dernières années attribuables à des organisations islamistes radicales ne sont que des éléments dans la chaotique stratégie d'une guérilla internationale d'un genre nouveau. Nous avons affaire à une fédération de milices fascisto-sectaires clandestines, force politico-militaire relativement bien structurée qui, au gré des circonstances, choisit ici la guerre civile, là l'assassinat sélectif, ailleurs des attentats-suicides, ailleurs encore la forme d'un parti populiste prompt à mobiliser la rue, voire, dès que l'occasion se présente, celle d'un gouvernement autoritaire ou tyrannique. Cette « mouvance » a ses réseaux de recrutement, son appareil de conditionnement à la « guerre sainte », son arsenal et ses camps d'entraînement, ses bases arrières dans quelques États initiateurs ou complices, ses sources organisées de financement. Son objectif : instauration de régimes se prétendant « islamiques purs » dans les pays à majorité musulmane et lutte par tous les moyens contre les obstacles à cette cause, à l'intérieur comme à l'étranger. Ses adversaires : les classes dirigeantes actuelles des pays musulmans dits « modérés », ainsi bien entendu que les pays occidentaux et leurs alliés partout dans le monde.

El-Qaïda et les commandos-suicides du 11 septembre n'étaient malheureusement pas simplement « un petit

groupe de militants au cerveau dérangé » animé « par des motivations pathologiques ». L'islamisme radical est un mouvement complexe, mais vaste et organisé. Son idéologie n'est ni plus ni moins « dérangée » ou « pathologique » que la plupart des extrémismes politiques. Toute comparaison avec de petites sectes comme « la branche davidienne, ou les disciples du pasteur Jim Jones en Guyana, ou encore les membres d'Aoum Shinrikyo au Japon » pèche par un optimisme tout à fait déraisonnable, au vu des milliers de morts en Algérie, des régimes tyranniques de Téhéran ou de Tripoli, des manifestations de rue au Pakistan ou en Indonésie, des assassinats en Égypte (à commencer par celui du président Sadate), du noyautage de milliers de mosquées ou œuvres de charité à travers le monde, des fatwas contre Rushdie ou Tony Blair lui-même, ou encore de l'écho des discours fondamentalistes sur les campus de la plupart des capitales du monde arabe, phénomènes qui n'ont plus rien de « groupusculaire » depuis longtemps !

Chacun de nous, avant de se déclarer contre tout conflit armé au nom de valeurs essentielles comme l'amour universel ou la justice sociale, doit se demander ce qu'il penserait s'il était demain plus proche de la cible des phalanges de la mort ou de la dictature intégriste, et si ces combattants de l'ombre venaient à l'emporter sur une vaste échelle. Parmi leurs victimes désignées, on trouve en bonne place les peuples « chrétiens » : les « croisés », ces « chiens » – mais pas spécialement nos économies marchandes, car le commerce, l'affairisme et les inégalités de fortune, voire des formes d'esclavage, font plutôt bon ménage avec l'« islamisme ». Par contre, démocratie

libérale et « droits humains » sont jugés incompatibles avec la charia. S'est-on suffisamment demandé quoi penser du type de société, de valeurs, de mode de vie et de régime politique que les « fous de Dieu » apparaissent plus que jamais résolus à imposer par le feu et le sang ?

Ce qui se profilait avec le régime des « Talibans », en Irak, en Iran, en Lybie, au Soudan et, dans la clandestinité ou non, un peu partout (en Arabie Saoudite, au Liban, en Algérie, en Égypte, dans les Territoires palestiniens, au Pakistan, etc., ainsi que dans les ruines fumantes des tours jumelles de New York), c'était une nouvelle menace totalitaire aux ambitions sinon planétaires, du moins très étendues, et qui ne laissait plus, à une civilisation des droits et libertés, d'autre option que le recours à la force. Sans aucun doute, les dangers étaient immenses. Une guerre, si justifiée soit-elle, est toujours un mal inhumain, chaotique et horrible. Mais il est des combats inévitables à titre de moindre mal. Car il ne s'agissait pas de vengeance ni simplement de prévenir de futurs attentats, mais d'offensive en vue de faire reculer le camp d'un soi-disant islamisme qui enseigne à des enfants que le paradis sera la récompense de leurs bombes ou de leurs couteaux. Or, avec sa guérilla terroriste internationale, ses régimes dictatoriaux et ses guerres civiles révolutionnaires, l'islamisme radical était devenu un problème politico-militaire (et non pas purement judiciaire ou simplement religieux).

Philosophiquement, les questions qu'il nous pose sont celle de la raison contre le fanatisme religieux et politique, celle de la liberté des peuples et des moyens concrets de l'exercer, celle de la tolérance et de la violence. Pour moi, ce

combat n'avait rien à voir avec l'ethnocentrisme ni l'intolérance religieuse : je connais et j'aime le monde arabe, dont j'ai étudié plus de dix ans la langue merveilleuse et difficile. Je relisais dans le Coran quelques-uns des versets les plus cléments ou fraternels, et j'espère pardessus tout que nous éviterons le piège d'un affrontement global entre deux religions. Il y a, de par le monde, des millions de braves musulmans paisibles, davantage portés à attribuer leurs difficultés au climat, au manque d'éducation et à la corruption de leurs dirigeants locaux, qu'à l'Amérique ou à Dieu. La tradition culturelle de l'islam connaît la raison, la science, la tolérance, la démocratie. Mais être respectueux et ouvert à l'autre ne signifie pas tout accepter : tolérer le nazisme était criminel, même si les Alliés étaient loin d'être des agneaux sans tache. J'ai déjà été pacifiste, adepte du dialogue et de la non-violence, mais. Car il y a parfois un « mais ». Einstein était un vieux pacifiste, mais il a signé la lettre historique qui fut à l'origine d'Hiroshima. La morale appliquée sait depuis longtemps que, spécialement dans l'action politique, le mieux est parfois l'ennemi du bien et qu'entre deux maux, il faut choisir le moindre. C'est ce que certains puristes de la onzième heure ne semblaient pas prêts à envisager. L'histoire se répète et les bonnes âmes paraissent toujours désespérément myopes : drapées dans leur noblesse éthique ou leurs dogmes idéologiques, elles encourent la responsabilité d'un nouvel « esprit munichois » : car le réflexe pacifiste devient dangereux lorsqu'il se nourrit d'une profonde incompréhension des intentions belliqueuses de l'acteur auquel on fait face. Si les dirigeants européens avaient été conscients des plans de Hitler, ils auraient su avant même l'invasion des Sudètes qu'il fallait à tout prix

l'arrêter le plus vite possible. Malheureusement, ils n'étaient pas prêts à se représenter la dynamique effective de l'esprit hitlérien. On commettrait la même erreur en s'imaginant que les mouvements islamistes radicaux seraient sensibles à une solution équitable du conflit israélo-palestinien ou à une politique audacieuse de réduction des inégalités Nord-Sud.

Certes, si les Palestiniens avaient eu plus tôt leur État indépendant et si les pays musulmans avaient été plus prospères depuis un demi-siècle, une part du terrain favorable à la croissance de ces mouvements leur aurait sans doute été retirée. Mais reconnaître cette causalité historique et apprécier les buts actuels du mouvement sont deux choses. À présent qu'ils existent, se sont implantés, ont goûté au pouvoir, organisé leur combat, mené des actions d'éclat, égorgé ou autrement tué des milliers d'innocents et acquis leur vitesse de croisière, les mouvements islamistes radicaux se battraient pour détruire Israël même si les Palestiniens avaient leur État indépendant et ils lutteraient contre les autorités de ce dernier pour y imposer leur ligne théocratique.

Quant aux inégalités Nord-Sud ou aux périls de l'ultra-libéralisme et de la mondialisation sauvage tels que les conçoit et les dénonce la gauche occidentale, c'est le dernier de leur souci. Trop de nos pacifistes occidentaux, incapables de se représenter de quoi est fait son imaginaire idéologique, ne font que projeter sur l'islamisme radical leurs critiques de l'Occident matérialiste et pro israélien, puis en déduisent, dans les limites mentales imposées par ce cadre d'analyse, diverses mesures de « solution »

apparemment rationnelles mais en fait complètement inadaptées. Ils croient « comprendre » la haine anti-américaine des auteurs des attaques-suicides de New York et de Washington, alors qu'ils ne font qu'exprimer leur propre forme d'anticapitalisme et leur culpabilité historique. Ce pacifisme, méconnaissant le degré de violence totalitaire constitutif de l'idéologie de son insaisissable vis-à-vis, peut-il concevoir que l'anti-occidentalisme des islamistes radicaux est absolument incommensurable et incompatible avec sa propre vision du monde ?

Par ailleurs, il est clair que tout cela n'implique absolument pas de se résigner sans conditions à la poursuite sans frein ou à l'extension abusive d'une « guerre anti-terroriste » conduite par des leaders dont certains objectifs ou valeurs nous seraient inacceptables. Il n'y a là-dessus aucun motif de se taire. Dans ces circonstances historiques cruciales et terriblement complexes, la social-démocratie occidentale doit s'efforcer de bien distinguer divers plans, ce qui ne va pas sans difficultés ni contradictions : un enjeu prioritaire, celui de la défense de la société démocratique ; un engagement conjoncturel, à savoir la lutte nécessaire contre le fascisme vert ; un rôle politique irremplaçable, celui de la vigilance critique et du combat idéologique contre le conservatisme, l'impérialisme ou le mépris du droit international d'un George Bush ou d'un Ariel Sharon ; des objectifs prioritaires à long terme, comme l'établissement d'un nouvel équilibre géopolitique mondial entièrement reconstruit sur des bases plus justes et une réelle réforme du système socio-économique dominant. Mais qui a dit que notre époque serait facile ou qu'être de gauche irait de soi ?

Ces lignes étant écrites au printemps 2002, alors que la situation en Cisjordanie et à Gaza est sur toutes les lèvres, comment ne pas en parler ? S'agissant du conflit au Moyen-Orient, je ne remonterai pas jusqu'à Herzl ni aux années quarante, chacun ayant une connaissance minimale de la création d'Israël et du destin des Palestiniens, ainsi que de la suite. Je répéterai seulement qu'entre janvier et juillet 2000, sous la houlette de l'administration démocrate de Bill Clinton, Israéliens et Palestiniens semblent bien être passés à deux doigts d'un accord de paix – et il n'est pas évident que l'échec en soit principalement attribuable au gouvernement travailliste d'Ehoud Barak. Puis l'histoire, dont chaque jour semblerait fait pour confirmer aux sceptiques qu'elle n'est pas achevée, a basculé.

Un politicien de droite au parcours chargé, Ariel Sharon, s'est aventuré (le 28 septembre 2000) sur l'esplanade des mosquées de Jérusalem, avant de devenir premier ministre d'un gouvernement de coalition. Il s'en est suivi une « deuxième Intifada », des mesures répressives de la part des Israéliens, puis une vague d'attentats-suicides meurtriers en Israël. La guerre destructrice qui en a résulté, menée par l'armée israélienne contre un terrorisme injustifiable – sans qu'on sache si les autorités palestiniennes n'ont pas pu ou pas voulu l'éradiquer –, est tragiquement inégale. En outre, elle déroge aux résolutions de l'ONU et aux règles normales du droit des gens comme aux normes internationales reconnues. Elle place la population palestinienne devant des conditions d'une intolérable brutalité. Son seul résultat risque d'être un élan sans pareil de patriotisme chez les Palestiniens.

La situation de ce peuple, confiné dans un territoire étriqué et envahi, réduit à un statut d'autonomie sans cesse bafoué, victime du racisme de certains colons juifs et d'humiliations sans fin, est inacceptable. Son droit à la résistance et, surtout, à un pays indépendant devrait désormais être, aux yeux de tous, absolument incontestable. D'autre part, la sécurité des civils israéliens était à ce point menacée par la vague d'attentats qu'il faudrait un angélisme insensé pour s'imaginer que leur gouvernement, qu'il soit de droite ou de gauche, aurait pu longtemps rester passif et éviter le recours à la force. Malheureusement, la plupart des manifestations anti-israéliennes que ces événements ont suscitées étaient noyautées par des courants radicaux refusant de mettre également en cause les actions kamikazes des extrémistes palestiniens et s'accrochant à des slogans comme « Sharon = Hitler », « SSionistes = aSSassins » ou « sionisme = nazisme ».

Il faut s'élever contre les conditions effrayantes du nettoyage armé des territoires occupés et se mobiliser contre le sort injustifiable des réfugiés palestiniens, la pratique des « liquidations extrajudiciaires » et (s'il y en a effectivement eu) des tortures ou exécutions sommaires de prisonniers, la séquestration de Yasser Arafat, le démantèlement des institutions de l'Autorité palestinienne et le blocage des secours sanitaires. On doit également faire tout le possible pour qu'Israël comprenne qu'à terme, il ne pourra rien obtenir en opprimant tout un peuple ou en tentant d'écraser l'Autorité palestinienne, et en même temps pour exiger que soient enfin respectés les droits des Palestiniens et réclamer l'application des résolutions de l'ONU, le repli des soldats de Tsahal, le démantèlement des colonies juives de

peuplement, des réparations pour l'occupation et les traitements inhumains, l'envoi d'une mission internationale au Moyen-Orient, ainsi que la reconnaissance immédiate, par la communauté mondiale, d'un État palestinien.

Il serait cependant absurde de ne tenir aucun compte des nécessités de la défense de la population israélienne face à un type nouveau de terrorisme, juvénile et suicidaire, dont la nature fanatico-totalitaire, ainsi que les effets catastrophiques sur toute recherche d'une solution pacifique, ne peuvent nous échapper. C'est pourquoi il importe d'éviter la tentation d'une condamnation globale et unilatérale de l'État hébreu. Car le peuple d'Israël, malgré les abominations actuelles, conserve un titre historique à notre modération en des temps difficiles, même si notre devoir est de dénoncer le sort cruel infligé aux Palestiniens et même si Ariel Sharon nous apparaît comme un politicien dangereux, probablement coupable de crimes de guerre dont il devra bien répondre un jour. Ni la nation israélienne, ni son gouvernement actuel, ne doivent être confondus avec sa personne.

À plus longue échéance, il est évident que la logique infernale de la violence armée ne réglera rien ni d'un côté ni de l'autre, et que ce ne sont pas la haine, le fanatisme ni le désir inassouvissable de vengeance qui paveront la voie à une issue humaine et viable de cet inextricable conflit. Tôt ou tard, le temps de la rémission, des dédommagements et des compromis devra venir. Aucune solution durable ne deviendra jamais possible sans la reconnaissance mutuelle des deux peuples, la compensation des injustices subies par les Palestiniens, ainsi que la mise en œuvre des

conditions propices à une coexistence pacifique des deux États, fondée sur des droits égaux. Le retrait inconditionnel de l'armée israélienne des territoires occupés ou même le démantèlement des colonies seront, parmi beaucoup d'autres, des préalables incontournables. Mais la gauche occidentale ne peut espérer remplir un rôle constructif dans ce processus extrêmement délicat qu'en se gardant de toute rhétorique incendiaire et de tout extrémisme. Depuis quand être de gauche signifie-t-il être irresponsable ?

Surtout, nous devons choisir si nous sommes de ceux qui, face à la généralisation du terrorisme, disent non : aucune cause ne justifiera jamais de faire sauter une bombe dans un restaurant au milieu de simples citoyens innocents. Il existe cent autres moyens légitimes et acceptables de se défendre, la résistance passive, le sabotage des institutions ennemies, la désobéissance civile, les grèves et les manifestations, les appels aux pressions de l'étranger, les recours devant les instances internationales, la lutte politique, etc., jusqu'à, lorsqu'il le faut, des combats armés contre les militaires du camp adverse. Mais plus jamais ça. La gauche occidentale n'a longtemps écrit qu'entre guillemets le mot « terrorisme », y voyant une invention rhétorique des réactionnaires. Nous avons même appuyé, sinon unanimement du moins pour une bonne part, les terrorismes algérien, basque, irlandais, sud-africain ou tchétchène (sans parler des Brigades rouges italiennes, de la Fraction armée rouge allemande ou du FLQ), comme s'il s'agissait de la seule arme des pauvres et des opprimés. Qu'est-ce donc qui a changé ? Il faudra du temps, sans doute, pour vraiment le comprendre. Un effet d'accumulation et de contagion ? Une prise de conscience éthique ? Un

retour aux stratégies de non-violence inspirées de Gandhi ou de Saul Alinsky ? Une réaction contre la montée du nihilisme et du fanatisme ? Quelque chose a changé. « *Basta ya !* » : ça suffit !

Je suis conscient que paraître renvoyer les adversaires dos à dos peut passer pour une position facile et honteuse. Vaut-il mieux condamner Sharon comme un sinistre clown assassin tout en se voilant la face sur l'antisémitisme de groupes terroristes dont l'objectif avoué continue d'être la destruction pure et simple d'Israël ? Pour ma part, j'ai conservé au moins vingt-cinq ans cette épinglette en forme de drapeau palestinien, dont la barre blanche est à présent un peu jaunie et que je porte parfois en public. Mais on ne me verra pas défiler à côté d'une pancarte où l'étoile de David est assimilée à la croix gammée, dans un cortège qui refuse de dénoncer les attentats-suicides.

Le monde d'hier était empli de problèmes et nous le savions. Mais nos existences suivaient un cours apparemment assuré. Tout s'est mis à trembler sourdement autour de nous, comme lors d'un séisme – mais c'est d'un séisme moral qu'il s'agit. « Là où croît le danger », a écrit Hölderlin, « croît aussi ce qui sauve ».